

ARRÊTÉ.

BEAUX-ARTS.

INVENTAIRE SUPPLÉMENTAIRE

DES
MONUMENTS HISTORIQUES.

LE MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS,

Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques et notamment l'article 2, dernier paragraphe;

Vu le décret du 18 mars 1924 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de ladite loi et spécialement les articles 12 et 31,

La Commission des monuments historiques entendue;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

L'église de Cardan (Gironde)

appartenant à la commune de Cardan est

inscrite sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, à l'exception de l'abside et du portail déjà classés parmi les M.H.

ART. 2.

Le présent arrêté sera notifié au Préfet du département, pour les archives de la préfecture, et/ au maire de la commune et

qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Paris, le

10 DEC 1925

Arrêté.

Le Ministre
de l'Instruction publique et des Beaux-Arts,

Vu la loi du 30 mars 1887;

Vu la loi du 9 décembre 1905;

Vu la délibération du Conseil municipal
de Cardan, en date du 10 août 1907;

Sur la proposition du Sous-Secrétaire d'Etat des
Beaux-Arts;

La Commission des Monuments historiques entendue;

Arrête :

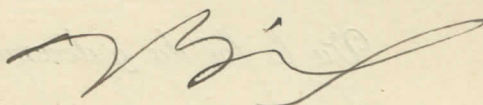
Article premier.

Le portail et l'abside de l'Eglise de Cardan,
(Gironde)

sont classés parmi les monuments historiques.

Le présent arrêté sera notifié au Préfet
du département de la Gironde,
au Maire de la commune de Cardon,
et au représentant de l'établissement intéressé, qui
seront responsables, chacun en ce qui le concerne,
de son exécution.

Paris, le 2 Septembre 1907.



Signé

André BRIAND